



POIVRIER de Falguières

Bulletin de l'Association Abraham Mazel – Numéro 55 – Printemps 2015
1, rue du maréchal de Thoiras 30270 Saint Jean du Gard – 04 66 85 33 33
Site Internet: www.abrahammazel.voila.net et page Facebook - ISSN : 2263 - 9489

CA Y EST ! C'EST PARTI !

DEPUIS LE 1^{er} MARS JUSQU'AU 30 AVRIL

Collecte en ligne pour terminer la Maison Mazel
et y ouvrir un centre de documentation sur les résistances.

Rendez-vous sur fr.ulule.com/abraham-mazel

Déduction fiscale, contre partie , dons à partir de 5 euros : A vous de choisir !

*Si vous n'utilisez pas internet :
participez quand même en envoyant un chèque .
Nous vous tiendrons au courant des résultats et vous disons déjà : MERCI !*

Car le ventre est encore fécond d'où peut surgir la bête immonde....

(Bertold Brecht)

L'idéologie perverse et mortifère sur l'inégalité des races s'exprime à nouveau dans notre pays.

Ainsi en février 2015, la candidate du Front National à l'élection à la députation dans une circonscription du Doubs s'en est prévalu ouvertement.

50% des inscrits n'ayant pas pris part au vote, et 48% des votants s'étant portés en sa faveur, on peut en déduire que près des 3/4 des inscrits n'ont pas été choqués outre mesure par ces paroles...

Je ne peux m'empêcher de rapprocher les propos de cette candidate de ceux tenus auparavant par des enseignants et intellectuels professant des thèses révisionnistes niant l'existence de la Shoah (R.Faurisson, R. Garaudy, H. Roques, V.Reynouard..), me souvenir aussi des jeux de mots nauséabonds et sinistres de Jean-Marie Le Pen (...Monsieur Dura-four-crématoire, merci de cet aveu...; les chambres à gaz, un point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale;...l'immigration, Monsieur Ebola peut régler ça en 3 mois;

EDITO

etc...), de propos ambigus sur l'immigration par l'essayiste Eric Zemmour avec la caution bienveillante de plusieurs médias, du Je suis CharlieCoulibaly par l'humoriste Dieudonné, après l'assassinat à Paris de nos compatriotes «parce qu'ils étaient juifs».

Le racisme antijuif et antimusulman, tant dans les actes que par les mots, se développe et prospère sur notre sol. C'est une situation particulièrement grave.

Nous n'avons pas oublié les leçons de l'histoire. Ces même idéologies de division, de supériorité, d'abaissement, de peur et de haine de l'autre ont nourri et irrigué le colonialisme, le nazisme, et bien d'autres formes de violence et d'extermination.

Il appartient à chacun de nous de dénoncer sans relâche l'expression d'idéologies qui constituent un poison et un cancer dans la tête de ceux et celles qui les professent. Et tous les crimes commis en leur nom.

Notre renoncement et notre faiblesse seraient une faute.

Vouloir vivre ensemble est un combat citoyen permanent.

Il n'existe sur notre belle planète bleue qu'une seule race à défendre: LA RACE HUMAINE.

Philippe Lafaye de Micheaux

Le bras de fer de la Grèce avec Bruxelles

La Grèce a bouleversé le paysage politique européen depuis la victoire de Syriza aux élections législatives du 25 janvier 2015.

Après la chute de la dictature en 1974, la victoire du PASOK (parti socialiste) en 1981, a apporté des transformations décisives à la société grecque en accentuant l'aura sociale et morale de la gauche et cicatrisant les blessures de la guerre civile (1). A partir de 1986, le passage du Pasok dans l'opposition, puis avec l'Union nationale (PASOK-ND, nouvelle démocratie) en 1989, on a assisté à plusieurs scissions et ruptures au sein du Pasok ainsi que dans le KKE, parti communiste.

Syriza, créé en 2000 et formellement institué en 2004, s'est constitué sous la forme d'une coalition rassemblant pléthore de formations de la gauche historique extraparlamentaire et des mouvements sociétaux investis dans les forums altermondialistes. Syriza est positionné clairement, dès sa création, comme porteur de la remise en cause du

modèle social néo-libéral, et s'est fait élire en promettant la fin de l'austérité, la fin de la troïka (2) et de rester dans l'euro (3). Les mouvements sociaux et groupes politiques qui en sont membres conservent leur indépendance organisationnelle : c'est cette souplesse qui a permis de nouer des rapports avec la jeunesse révoltée de décembre 2008 – exemple de la coalition Antarsya, coopération anticapitaliste de gauche pour le renversement - et de construire des alliances avec les courants sociaux-démocrates. Cette gauche extraparlamentaire, par ses actions de résistances, s'est bien implantée dans le mouvement ouvrier, les municipalités, les services publics et les mouvements sociaux. Dès 2008, quand la crise a commencé à ravager une grande partie de la population, la gauche grecque a tout naturellement oeuvré de façon décisive à la recherche d'une voie alternative de sortie de crise, afin de retrouver sa souveraineté hors de la « nouvelle gouvernance » coercitive (4) imposée par la Troïka.

L'élection de Syriza a couronné ce travail de plusieurs décennies, mais ce n'a pas été vu d'un bon œil de la part de l'Union Européenne : la réaction n'a pas tardé, à peine quinze jours après l'arrivée d'Alexis Tsipras comme chef du gouvernement, la première sanction est tombée. Sur simple présomption qu'aucun accord ne pourrait être trouvé avec le nouveau gouvernement, la Banque Centrale Européenne annonce qu'elle arrête les opérations normales de refinancement des banques grecques, refusant les obligations d'État comme garanties pour retirer les liquidités dont elles ont besoin auprès de la BCE. C'est une décision illégitime, car ainsi la BCE s'oppose à l'application d'un programme politique qui résulte du choix des électeurs grecs (5). Les négociations avec l'Eurogroupe voient les mêmes portes restées fermées.

Les soutiens à Syriza ne se sont pas fait attendre dans les autres pays européens : dès la campagne électorale des législatives, le gymnase Japy à Paris faisait salle comble le 15 janvier. Des manifestations ont été organisées ce 15 février dans plusieurs villes européennes et le mouvement allemand désobéissant Blockupy invite très largement à venir encercler la BCE le 18 mars, BCE qui vient de déménager à Frankfort et qui inaugure ses nouveaux locaux ce jour.

En France, de nombreuses mobilisations de soutien se font jour mais non sans difficulté, quelques personnalités politiques de gauche semblant vouloir s'en emparer (nous sommes en période électorale). Ce soutien affiché ne donne cependant pas les clés de compréhension à l'ensemble de la population, hélas formatée par le discours dominant TINA - « there is no alternative - nous n'allons pas payer pour les grecs » . Or, il est urgent et nécessaire de délégitimer ce discours afin de faire comprendre que la solution proposée par la Troïka and co persiste dans une spirale infernale « pour rembourser vos dettes, empruntez encore plus pour nous rembourser encore plus », et que le projet de Syriza repose

sur le blocage de cette spirale afin de redonner un peu d'air au peuple grec de plus en plus ligoté et sans plus aucune ressource. Syriza a appris de son expérience sur le rapport entre le social et le politique et une des questions au centre de leurs réflexions est ce que va devenir le processus d'auto-organisation des mouvements sociaux dans son rapport avec l'État dans cette période essentielle pour le devenir des peuples en Europe.

Les mobilisations qui ont lieu depuis presque une décennie en Grèce, comme en Espagne avec Podemos, sont ignorées des français-es, une réflexion est indispensable pour faire comprendre que la question de la dette ne doit pas se résoudre sur le dos du peuple, qu'elle doit se faire en parallèle avec le devenir démocratique de nos Etats, et qu'il serait intéressant de se questionner sur qui doit payer, en ayant par exemple à l'esprit que nos classes dirigeantes, que ce soit en Grèce ou en France, en plus des cadeaux fiscaux et des commissions occultes, pratiquent bien souvent l'évasion fiscale.

Jacqueline Balvet
16 février 2015

- (1) La grande régression, Noëlle Burgi, Le Bord de l'eau - 2014
- (2) Troïka = Commission Européenne, Banque Centrale Européenne, Fonds Monétaire International
- (3) <http://www.politis.fr/Pierre-Khalifa-En-Grece-une-sortie,30035.html>
- (4) *ibid* La grande régression
- (5) <https://france.attac.org/actus-et-medias/salle-de-presse/article/le-coup-de-force-inadmissible>.

E.ON, Menaces en Cévennes

Après les autorisations d'exploiter du gaz de schiste, les Cévennes font à nouveau l'objet de convoitises. Avec son projet de ZAP pour sa centrale à biomasse de Gardanne, le groupe E.ON entend bien faire à son aise avec les forêts cévenoles.

L'État a conditionné son aide au groupe E.ON sur ce projet de centrale à biomasse avec l'impératif de développer les filières bois régionales dans un périmètre de 400 kilomètres. E.ON avance que la centrale de Gardanne consommera principalement des déchets verts, des résidus de plans de DFCI (Défense de la forêt contre les incendies), et des bois inutilisables à d'autres fins. En vérité, le bois issu de l'exploitation forestière représente plus de 80% du combustible biomasse et le groupe a besoin d'aller en chercher en forêt. Au démarrage, 50% de la ressource forestière nécessaire sera issue de bois venant de l'étranger ; les 50% restant, soit 311.000 tonnes, seront mobilisés principalement en Provence et Cévennes. A l'horizon 2025, 100% de la ressource en bois devra être locale soit 450.000 tonnes.

Exergue : Ce ne sera pas une armée de bûcherons tronçonneuse à la main qui se collera à la tâche

Les Cévennes offertes aux gros engins mécaniques

Dans ces deux principales ZAP de bois forestiers, E.ON a choisi le territoire cévenol (Nord Gard, Sud Lozère) où la richesse et la diversité apparente des paysages et de la forêt cache un énorme potentiel de ressource bois actuellement inutilisé.

Lors d'une réunion d'information à St Hippolyte du Fort en 2013, le groupe a évoqué son intérêt pour les châtaigneraies Cévenoles. Au vu de la valeur culturelle représentée par le châtaigner pour tout cévenol qui se respecte, E.ON dévoilait là sa stratégie...

Qui s'est intéressé un tant soit peu aux filières bois-énergie sait que, pour mobiliser du bois en forêt à cet effet, il doit adapter son exploitation à un process industriel. Ce ne sera pas une armée de bûcherons tronçonneuse à la main qui se collera à la tâche mais plutôt, des têtes abatteuses, débusqueurs et toute la batterie d'engins permettant de couper, sortir du bois rapidement et à moindre coût des massifs forestiers.

Aussi, en observant les deux principales essences présentes dans les massifs cévenols (pin maritime /châtaignier), on comprendra rapidement que le pin maritime est plus "calibré" pour s'adapter à une exploitation utilisant ces machines : la châtaigneraie en abandon présente le plus souvent de vieux sujets tordus avec de nombreuses charpentières de gros calibre, partant en tous sens alors que le pin maritime possède un port relativement droit, avec un houppier haut et des branches régulières le long du tronc.

Toucher les élus au cœur avec le châtaigner

Stratégie d'E.ON pour les Cévennes : toucher les élus au cœur en leur parlant du châtaignier (certains croient d'ailleurs que grâce à E.ON, la châtaigneraie cévenole retrouvera une nouvelle vie) ; ou bien, leur proposer de les "débarasser" du pin maritime (espèce envahissante majoritaire qui a contribué au déclin de la châtaigneraie, appauvrit le sol et accroît les risques d'incendies).

C'est sans doute pour ces raisons, contrairement à l'autre ZAP en Provence, qu'à priori, une majorité des élus des Cévennes a cosigné en août 2013 un appel à initiative avec E.ON afin d'inciter les professionnels de la filière bois locale à s'équiper, en proposant un appui à la recherche de financements pour du matériel spécifique à ce type d'exploitation : araignées, débusqueur, pont mobile, têtes abatteuses ...

Exergue : Pourquoi également les organismes censés gérer la forêt cévenole se transforment en véritables promoteurs du projet ?

Mégaprojet et préservation du territoire : le paradoxe

Depuis 2006, les élus cévenols ont œuvré pour la forêt, ses filières bois d'œuvre et bois-énergie à travers la rédaction de charte forestière de territoire, la mise

en place de filière bois énergie locale et l'étude de valorisation du pin maritime. Dans tous les documents, études, réflexions menés (SCOT, Charte Parc National des Cévennes, Charte forestière, schéma de développement touristique . . .), on vante la qualité de ces forêts et paysages encore préservés et le souci de les sauvegarder via une politique de développement respectueuse. Le Pays Cévennes (120 communes) a mis en place une filière bois énergie localement ; d'un côté les collectivités du territoire équipées en chaufferie bois automatique, d'autre part quatre plateformes de stockage et de déchiquetage créées sur le territoire et une déchiqueteuse acquise.

Pourquoi, lors de la rédaction de ces chartes forestières une large consultation des acteurs du territoire a eu lieu alors que pour le projet E.ON, seulement quelques réunions ont été organisées par le groupe ou parfois par quelques élus "convaincus"? Pourquoi également les organismes censés représenter les propriétaires forestiers et gérer la forêt cévenole (Syndicat des propriétaires, CRPF, ONF . . .) se transforment en véritables promoteurs du projet ? Serait-ce un aveu d'échec de la politique forestière en Cévennes ? Serait-ce par naïveté en pensant qu'E.ON s'intéresse de manière objective au territoire ?

Un projet mené dans la plus grande discrétion

Depuis le dépôt initial de demande d'autorisation de conversion de la centrale de Gardanne à la biomasse fin 2011 et la réunion de St Hippolyte du Fort, il n'y eut aucune de réunion de consultation et d'échanges pour les habitants et les professionnels. Certains élus ne connaissent même pas le contenu du projet.

Tout projet de cette envergure requiert la prise en compte de l'évaluation des effets environnementaux directs et indirects, inhérents à ce type d'exploitation. Aucune étude n'a été menée quant aux impacts sur les paysages et la biodiversité dans les ZAP. Rien dans le dossier d'E.ON . . . Il y a-t-il une stratégie de gestion durable des coupes ? Des propositions de replantation après coupe ?

Quels impacts ?

Malgré l'absence d'études et vu les volumes envisagés, on peut aisément imaginer les atteintes aux massifs forestiers. Sans compter que légalement, E.ON peut de manière directe ou indirecte traiter avec les propriétaires forestiers pour exploiter leurs parcelles.

Seule obligation facilement contournable : ne pas effectuer de coupes à blanc de plus de 4 ha. Aucun impératif de reboisement après les coupes, ce qui laissera place à un semis naturel de résineux sans entretien qui augmentera considérablement le risque incendies et appauvrira encore un peu plus les sols, lessivés et mis à nu par les coupes rases.

L'impact sur les paysages sera également important. On peut déjà voir dans le nord Gard et le sud Ardèche le résultat de ce type d'exploitation. Voilà 5 ans, le pin maritime ne valait rien avec comme unique débouché l'usine de pâte à papier de Tarascon ou la fabrication de palettes; aujourd'hui certains exploitants offrent jusqu'à 8 €/m³ sur pied pour alimenter notamment les chaufferies bois de la ferme aux crocodiles de Pierrelatte.

Quant à la dégradation des infrastructures, E.ON ne propose aucun financement pour l'entretien et la rénovation des pistes DFCl et voiries secondaires qui restent à la charge des collectivités locales. Des frais d'entretien qui augmenteront avec la circulation régulière d'engins lourds . . .

En résumé, ce projet profite de la mode des énergies renouvelables, se basant sur une exploitation industrielle de la forêt, malgré cet affichage "durable". De nombreuses questions restent en suspend : l'entretien du réseau routier et des chemins forestiers à la charge des collectivités locales et des privés, la concurrence avec des filières locales (bois énergie, valorisation du pin maritime, bois construction . . .), le patrimoine : dégradation du petit patrimoine bâti, pont, sites remarquables . . . Sans compter, les diverses pollutions : chimiques de la terre et de l'eau ; physiques (érosion du sol) ; environnementales (coupes rases, création de pistes d'accès, transport du bois . . .

Afin de préserver nos paysages et les intérêts des habitants des Cévennes un collectif de citoyens est né regroupant des associations et particuliers du Gard, Lozère et d'Ardèche : SOS forêt Cévennes . . . Cela ne sera pas de trop, car cerise sur le gâteau, le dossier d'enquête publique nous apprend qu'au niveau juridique, E.ON n'a aucune obligation de mise à jour ni d'adaptation des déclarations prévisionnelles de son projet . . .

Par Laurent Carbonel
collectif SOS Forêt Cévennes

Contact :

Association Cèze et Ganière ceze.et.ganiere@gmail.com

Collectif SOS Forêt Cévennes contact@sosforetcevennes.org



Qui est E.ON ?

Entreprise allemande, troisième groupe mondial du secteur de la distribution d'énergie, E.ON a reçu l'autorisation de reconvertir la centrale thermique charbon de Gardanne (13) en centrale à biomasse dans le cadre d'un appel d'offre national (Commission de Régulation de l'Énergie CRE4). Ce projet, soutenu par l'État au travers d'un contrat d'approvisionnement d'1,4 milliard d'euros sur 20 ans constitue le plus important en France dans le domaine de l'énergie biomasse à ce jour.

Alors que son chiffre d'affaire a été multiplié par 420% (120 milliards d'euros en 2012) en 10 ans, le groupe s'est délesté de 20% de son personnel (soit 20.000 personnes) entre 2002 et 2006.

En 2008, E.ON était le second pollueur européen en terme d'émission de Co2 et s'est rendue célèbre avec la deuxième plus grosse amende de l'histoire de l'UE en 2009 (533 millions d'euros) pour entente illicite avec GDF pour le partage de la distribution du gaz russe en France et en Allemagne. De quoi se positionner aujourd'hui dans la filière des énergies renouvelables...

Les besoins en ressources forestières

Pour alimenter la centrale de Gardanne, E.ON a besoin de bois en grande quantité, entre 800.000 et 1.000.000 de tonnes annuelles :

124 000 t /an de déchets verts

311 000 t/an de ressources forestières locales

335 000 t/an de biomasse importée

85 000 t/an de bois de rebut (classe A+B)

135 000 t/an de combustibles fossiles (charbon)

Au niveau de l'actualité il est à noter que de plus en plus de communes, communautés de communes, conseils généraux du 04 et 05 délibèrent contre le projet EON ainsi que fait nouveau des communes du 26 et 84 . A quand un réveil des élus cévenols ?

Sinon des essais de broyage de bois sur site à Gardanne ont permis de se rendre compte de la pollution que cela engendrait . Une nouvelle tout à fait récente : E-on vient de se voir obligé de repousser la date de démarrage prévue au 1er janvier 2015 au 1er janvier 2016.

Areva plonge, et le nucléaire ?

Plombée par la gestion d'Anne Lauvergeon et ses investissements prohibitifs, par l'échec de l'EPR finlandais, et ce dans une conjoncture internationale du nucléaire quelque peu dépressive, Areva est en difficulté. Quant à EDF cela ne va pas fort non plus...

A l'échelon mondial, malgré les velléités de la Chine, de l'Inde et de la Russie, le nucléaire ne se porte pas bien, la catastrophe en cours à Fukushima aggravant la tendance déjà amorcée avant 2011. Des dizaines de vieux réacteurs vont fermer dans les années à venir, et

ils ne seront quasiment pas remplacés. Dès maintenant, la part du nucléaire dans l'électricité est tombée à moins de 10 %, et cela ne représente à peine que 2 % de l'énergie totale consommée sur la planète.

Ce n'est pas grand-chose mais cela n'empêche que la planète est entièrement contaminée de radioéléments générés par le nucléaire aussi bien civil que militaire, les deux étant intimement liés. C'est le résultat des multiples essais nucléaires, du fonctionnement des réacteurs rejetant en

permanence leurs radionucléides mortifères, et bien sûr des catastrophes (Fukushima continue à cracher et on ne sait pas comment gérer les coeurs en fusion qui se sont enfoncés dans le sous sol). Cette contamination n'a rien à voir avec la radioactivité naturelle à laquelle les espèces vivantes sont adaptées. Les estimations du nombre de victimes cumulées depuis le début de l'ère nucléaire est effrayant et permet de parler de barbarie, voire de crime contre l'humanité.

En France, nos réacteurs vieillissent, deviennent de plus en plus dangereux, et il n'est pas exclu que nous ayons à subir la prochaine catastrophe nucléaire, aurons-nous à vivre la même situation qu'en Biélorussie où, en zone contaminée, les enfants ont pour les 4/5 d'entre eux des maladies de vieux ? Les réacteurs nous fournissent les 3/4 de notre électricité, alors que nos voisins d'Europe occidentale développent des stratégies pour échapper à la menace nucléaire (renouvelables, maîtrise de l'énergie et même centrales thermiques). Ainsi, alors qu'en Espagne tout permis de construire doit comprendre un système solaire, en France les 3/4 des logements neufs continuent à être équipés de chauffage électrique. Résultat nous avons les pointes de consommation les plus importantes d'Europe et avons besoin de l'Allemagne pour y pourvoir.

Si nous sommes le seul pays au monde à être si dépendants du nucléaire, c'est dans l'espoir d'en vendre la technologie à l'exportation, mais voila, l'échec de l'EPR, la concurrence, la conjoncture peu porteuse, tout cela contrarie les espoirs des nucléocrates, et nous n'avons vendu qu'un EPR en Finlande, dont on sait le fiasco (facture et délais multipliés), et deux à la Chine à prix cassé.

Impertubablement nos dirigeants continuent à miser sur le nucléaire pour assurer notre électricité avec des arguments éculés :

- Indépendance énergétique, mais nous dépendons des importations d'uranium et il nous faut maintenir une politique post coloniale en Afrique pour cela.

- Coût de l'électricité, mais il devra croître nettement pour prendre en compte l'entretien des installations vieillissantes, leur démantèlement, et la gestion des déchets pour lesquels aucune solution valable n'existe. Quant au coût d'une catastrophe il pourrait être de l'ordre de 400 milliards d'€ !

- Electricité, énergie « propre », dont on a tout fait pour en développer la surconsommation, chauffage électrique d'abord, plus récemment climatisation d'été, et maintenant voiture électrique avec un gaspillage massif d'argent public ; et ce aux dépens de la santé de la population, au risque d'une catastrophe ou d'un attentat terroriste, et avec des déchets nucléaires qui s'accumulent.

Et la nucléocratie veut pour l'avenir relancer la filière plutonium, la plus dangereuse, et construire à Marcoule le réacteur Astrid prenant la suite de Phénix et de superphenix (Malville), malgré leur fiasco. Il faudra à tout prix agir pour bloquer ce projet qui nous menace ! Le nucléaire qu'il faut arrêter d'extrême urgence n'est certainement pas la solution d'avenir.

«Face à cette situation, le Collectif Halte aux Nucléaires -Gard (CHANG) s'est, récemment constitué».

Pierre Péguin

Aux amis d'Abraham Mazel, à propos de leur message aux Israéliens

Chères et chers amis,

Abonné et lecteur assidu du Poivrier, je viens réagir au « Message de l'association Abraham Mazel aux Israéliens » publié dans le numéro de l'automne 2014. Je crois peu opératoire de se réclamer des Justes pour prendre position dans le conflit israélo-palestinien. Certes, le texte dit bien – mais ne serait-ce pas là une ruse rhétorique - « nous n'avons aucun droit ni légitimité à nous exprimer au nom des Justes ». Mais alors, pourquoi leur consacrer une pleine colonne, exactement la moitié du texte ? Qu'ont à faire ici les Justes, des gens qui se sont prononcés et ont agi dans les années 1940, alors que l'État d'Israël n'existait pas, pas plus que les Palestiniens au sens d'aujourd'hui ?

Si vous ne parlez pas au nom des Justes, alors tenez-vous en au problème actuel, et gardez-vous d'une chose intellectuellement et moralement problématique : l'anachronisme, la récupération, l'instrumentation de gens qui ne sont plus là pour s'exprimer. Aucun fils de Juste, fils par le sang ou par l'héritage moral assumé, n'a le droit de parler au nom des Justes. Etre « fils de », se réclamer de « l'héritage de », n'est pas un titre ; ne donne aucun droit, aucune lucidité particulière. Ce serait trop facile. D'autant que les Justes, que je prétends connaître un peu pour leur avoir consacré un livre en 2012, ont composé un groupe extrêmement divers : des hommes, des femmes, des pauvres, des riches, des paysans (beaucoup), des concierges, des aristocrates, des instituteurs, des commerçants, des intellectuels (très peu), des communistes et des anticommunistes, des protestants, des catholiques, des laïques, des athées, etc. Il n'y a pas eu une personnalité collective, « les Justes de France », qui pourrait s'exprimer comme telle. Des recherches systématiques n'ont pas été menées, à ma connaissance, mais on peut penser qu'il y a eu après 1948 des Justes antisionistes et des Justes sionistes... Et beaucoup, appartenant à des milieux très modestes (je parle de ces milieux avec respect, j'en viens tout droit), se seraient bien gardés de prendre une position tranchée sur des questions aussi complexes que la situation au Proche-Orient.

Dans le monde protestant cévenol, qui nous est familier, j'ajouterai que nombre de Justes (et autres sauveteurs de juifs) ont agi au nom de leur culture biblique (cf. le prénom d'Abraham Mazel !), au nom de la familiarité que leur Bible leur avait donnée avec le peuple d'Israël, et des affinités de destin qu'ils se reconnaissaient avec les juifs. Nul ne peut dire si aujourd'hui ils s'associeraient à votre message aux Israéliens. Et pour en venir au fond, je voudrais vous demander, chers amis, afin que vous soyez parfaitement audibles, d'adresser le même type de message aux Palestiniens. Pourquoi toujours choisir les mêmes auxquels on vient donner des conseils, peut-être des leçons, du haut de sa bonne conscience et de sa générosité (indéniable) ? J'ai eu à le signaler un jour de débat à Mazel : pourquoi réserver à Israël toute sa colère, et ne pas en garder un peu face à la Russie, par exemple, après les choses monstrueuses qu'elle a faites contre la population musulmane tchéchène, et face à ce qu'elle fait, avec un cynisme glacial, contre l'Ukraine ? Un musulman tchéchène aurait moins mérité notre vigilance, notre colère, nos larmes, qu'un musulman ou un chrétien de Palestine ? Pourquoi l'État d'Israël semble-t-il plus facile à condamner que l'État de Russie ? Posons-nous la question. Et écrivons aussi aux Palestiniens et aux Russes. Et revenons ensemble, en ce qui nous concerne, sur ce vieux fond de haine des juifs qui a fait les cultures chrétiennes occidentales. Nous sommes peut-être autant les héritiers du vieil antijudaïsme chrétien que des Justes, chers amis. Ne sélectionnons donc ni dans notre héritage, ni dans nos indignations. Et pesons nos mots ; et revenons à l'histoire : la Palestine n'a pas le même rapport à Israël que l'Algérie à la France ! La confusion des mots et des idées n'est jamais bonne conseillère.

*Merci à l'association Abraham Mazel de m'avoir accordé la liberté de vous faire part de mon sentiment.
Bien amicalement*

Patrick Cabanel

LA GRÈCE, PAYS DÉLINQUANT ?

Si nous voulons créer une « Maisons des résistances, d'hier et d'aujourd'hui, » nous devons peut être nous intéresser à ce qui se passe en Grèce et en Espagne. Deux nouveaux partis issus de la crise , Syriza et Podemos (nous pouvons), sont occupés à faire trembler l'Europe en voulant transformer l'indignation sociale née des politiques d'austérité à Bruxelles en processus électoral participatif ,en un mot en donnant la parole au peuple, de façon vraiment démocratique !

Ces nouvelles formations politiques sont occupées à faire sauter le bipartisme, l'alternance entre libéraux et socialistes , tout en résistant à l'idéologie néo- libérale dominante. Celle-ci présentée comme incontournable , depuis la formule célèbre de Thatcher « il n'y a pas d'alternative » est responsable des politiques économiques qui ont mené depuis 2008 à la paupérisation des peuples. Deux millions de Grecs sur 11 millions vivent en dessous du seuil de pauvreté : un taux de chômage de 25 % , catastrophique chez les jeunes (60%) , une sécurité sociale en berne, des salaires et des retraites diminués de 40%, des coupures d'électricité en grand nombre..

On comprend qu'assez facilement la révolte du peuple grec s'est manifestée dans les urnes et a mené au pouvoir le parti d'Alexis Tsipras, d'autant plus qu'il promettait de reprendre son indépendance et d'en finir avec les réformes drastiques imposées par Bruxelles. Ce n'était pas faute d'efforts de la part de la « troïka » menaçant la Grèce de lui couper les vivres et organisant un chantage honteux pour faire pression sur l'électorat rebelle et cela continue.

Et pourquoi ? Pour que la Grèce rembourse sa dette, qui, malgré tous ces sacrifices, s'est creusée depuis le début de la crise financière. Mais de quelle dette parlons-nous ?

D'après le professeur Friedman, le plus grand bénéficiaire de remise de dette a été l'Allemagne et cela plusieurs fois : en 1924, 1929, 1932, 1953. (Réforme du 29/01/2015)

Le peuple allemand se dédouane assez facilement des dommages de guerre qu'il doit à la Grèce, par un argument qui ressemble à un sophisme : nous ne sommes pas responsables, ce sont les nazis qui ont causés toutes ces destructions et de plus les traités internationaux ont considérés que le problème était clos. Cela me fait penser à la réaction de ceux qui disent haut et fort que les tueries et la barbarie de Daesh, au nom d'Allah n'ont rien à voir avec l'Islam. A ce que je sache les nazis étaient des allemands. Certes je ne fais pas d'amalgame car je sais qu'il y a eu des maquis de résistance mais il ne faut pas effacer d'un trait de gomme l'aveuglement de ceux qui ont suivi Hitler.

L'Allemagne, assez paradoxalement, a perdu les deux dernières guerres mondiales mais elle a gagné la guerre économique. C'est Angela Merkel qui, au sein de l'Europe Unie, exerce son leadership et dicte sa loi, une loi d'airain en imposant l'austérité pour tous les pays endettés. Peu le savent mais cette dette grecque a en fait été rachetée par la « troïka » avec de formidables plus-values pour les banques privées, notamment allemandes.

Par contre, on oublie vite tout ce que ce pays nous a apporté, en terme de civilisation et c'est incalculable. Pendant que nous Gaulois vivions dans les cavernes, les grecs enfantaient la poésie, l'épopée, la philosophie, la géométrie , le théâtre et la démocratie directe même si elle était réservée aux citoyens masculins.

Ce cadeau inestimable de la Grèce vaut bien un effacement (même) partiel de la dette vis à vis des nations européennes.

Jean-Marie Delcourt

Association Abraham Mazel, Saint Jean du Gard
XI^{èmes} Rencontres du film documentaire Luttés & résistances

L'ÉTRANGER

vendredi 27 , samedi 28 et dimanche 29 mars 2015

salle Robert-Louis Stevenson, Saint Jean du Gard (30270)

*L'étranger. Qui es-tu ? Es-tu l'arraché d'une terre ? Fuis-tu persécutions ou misère ?
As-tu choisi ton voyage ? Est-ce exil ou espoir ? Y a-t-il quelqu'un pour t'accueillir ?
Es-tu l'étranger pour l'éternité ?*

*L'étranger. Qui suis-je ? Étranger pour les autres, étranger pour moi-même,
étranger en moi-même ?*

Y a-t-il un lieu ? Des lieux...

*Qu'il s'agisse de la rue voisine, de la Kabylie, de Calais, du bateau, de la folie,
de l'Amérique... les 12 films présentés portent la trace de l'étranger
et nous mènent à autant de débats avec les réalisateurs.*

Vendredi 27 Mars

**20h : Court métrage : « Je suis votre voisin » 21 minutes, 1990,
De Karine de Villers et Thomas de Thier.**

**21h : « Chantier A » 100 minutes, 2013,
De Tarek Sami et Lucie Dèche.**

Projection précédée d'une lecture de Tarek Sami

Samedi 28 mars

**14h : « Border » 27 minutes, 2004 et « Cargo » 29 minutes, 2001
De Laura Waddington**

**16h : « Un monde sans père et sans mari » 50 minutes, 2000
De Blavier et Thomas Lavachery**

**17h30 : « A peine ombre » 86 minutes, 2012
De Nazim Djémaï et Geneviève Carles**

20h/21h : Repas

21h : « L'Escale » 100 minutes - De Kaveh Bakhtiari

Dimanche 29 mars

14h : « *In fact, somos todo cousins* » 20 minutes, 2015.

avant-première du film co-réalisé par des adolescents de Saint Jean du Gard (projet Abraham Mazel en partenariat avec l'Oustal, Orian Bentaala, Isabelle Bourgueil, Philippe Simon, réalisateurs, et Christian Ugolini, montage).

Présentation en présence de toute l'équipe

15h « *Les gracieuses* » 80 minutes, 2014

De Fatima Sissani

17h « *Nous jetterons la mer derrière vous* » 72 minutes, 2014

De N. Aubry, A. Mangeat, C. Juillard & J. Gomas

19h/20h : Repas

Suivi d'une Soirée exceptionnelle : Projection de deux grands films de l'histoire du cinéma; Présentés et commentés par Philippe Simon, réalisateur et critique de cinéma.

20h30 « *Les maîtres fous* » 30 minutes, 1955 - De Jean Rouch

21h30 « *Ellis Island - traces* » 65 minutes, 1980 - De Perec et Boher

Le prix d'entrée est libre, à l'appréciation des participants.

L'argent collecté sert à payer les frais de voyage, hébergement et repas de nos invités, les droits de projection des films, une partie du travail des uns et des autres, musiciens et techniciens, les affiches et programmes, etc.

Liste des partenaires : Mairie St Jean du Gard, Alès agglo., Conseil Général du Gard, Librairie Sauramps

Agenda

Samedi 14 mars à 18h à la Maison Mazel : Deux candidats aux élections cantonales, I. Jouve et P. Malavieille viennent à la rencontre de l'association A. Mazel.

19h30 : Repas partagé suivi à **20h 30** d'une conférence d'Hubert Bost, président de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes de la Sorbonne : «*Liberté de conscience, des Camisards à Charlie Hebdo*»

Mardi 24 mars à 20h30 à la salle Stevenson à St Jean du Gard dans le cadre de nos Rencontres du film : Projection du film d'H. de Latour, co-réalisé par le village de Lasalle «*Bien de chez nous*», sorti en janvier 2015. Soirée en partenariat avec Cinéco.



**Vous n'utilisez pas internet ? Joignez 3 enveloppes timbrées
pour recevoir les infos entre deux parutions du Poivrier.**

BULLETIN D'ADHESION ET DE DON - ANNEE 2015

Nom et Prénom.....

Adresse.....

.....

Tél :.....

E.mail :.....

Je verse ma cotisation annuelle de 10€ à l'Association A. Mazel €

Je désire recevoir le journal de l'Association, « Le Poivrier de Falguières »
Abonnement 10€ €

Version papier *Version informatique* (fichier Word)

TOTAL.....€

A régler à l'ordre de : ASSOCIATION ABRAHAM MAZEL - 1 rue du Maréchal de Thoiras - 30270 St Jean-du-Gard

Date et signature.....

Notre association ayant été reconnue « d'intérêt général à but non lucratif : revêtant un caractère culturel, mettant en valeur un patrimoine historique et défendant l'environnement naturel », un reçu fiscal est délivré permettant à la cotisation et aux dons versés d'être déductibles sur les feuilles d'impôts des donateurs.



Agenda (suite)

Vendredi 27 mars à 20h : salle Stevenson à Saint Jean du Gard
Ouverture des 11^{èmes} Rencontres du film documentaire « Luttés et résistances ».
Thème 2015 : L'étranger. (Voir programme complet dans ce Poivrier).

Mardi 7 avril à 18h à la Maison Mazel : Conseil d'administration suivi d'un repas partagé.

Du 3 au 5 juillet : Rencontres d'été sur le thème « L'étranger » : conférences, expos, concerts, repas à la Maison Mazel.

Association Abraham Mazel - 1, rue du maréchal de Thoiras
30270 Saint Jean du Gard – 04 66 85 33 33
infos: <http://abrahammazel.voila.net> et page Facebook